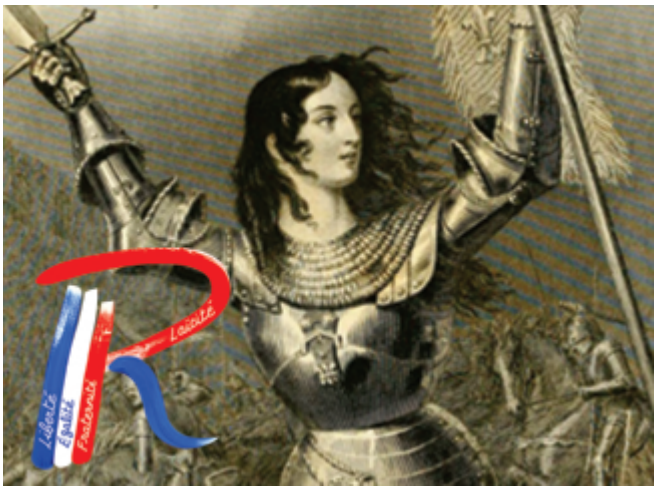
Qui se soucie des Serbes du Kosovo qui endurent vexations et violences ?

écrit par Antiislam | 26 mars 2019



En complément de la vidéo de Pierre :

http://resistancerepublicaine.com/2019/03/25/pierre-cassen-et-si-le-vrai-fasciste-cetait-bhl-video/

ANALYSE – Vingt ans après l'intervention d'une coalition menée par les États-Unis, la minorité serbe (5 % de la population) vivant au Kosovo endure vexations et violences.

Par Jean-Christophe Buisson
Publié le 24/03/2019 à 17h23

Il y a vingt ans, le 24 mars 1999, à la tête d'une coalition de plusieurs pays de l'Otan, les États-Unis bombardaient le territoire serbe de ce qui restait de la Yougoslavie depuis les accords de Dayton (1995).

Une intervention militaire lancée sans accord de l'ONU, en dehors du cadre défini par le droit international garantissant notamment les souverainetés des nations, mais justifiée par le «droit d'ingérence humanitaire».

Il s'agissait officiellement de sauver les populations civiles fuyant la région serbe du Kosovo où l'armée yougoslave avait lancé des opérations d'envergure destinées à rétablir l'ordre menacé par des sécessionnistes albanais locaux.

Malgré l'article 35 de la Constitution de la Ve République qui oblige son gouvernement à faire voter le Parlement lorsqu'il engage ses troupes dans un conflit, la France elle-même participa à «Allied Force».

Pour mener cette guerre excluant toute intervention de troupes au sol, on fit appel à l'organisation indépendantiste armée albanaise UCK.

Jusqu'alors classée parmi les mouvements terroristes et accusée de collusion avec le crime organisé, l'UCK était soudain parée de toutes les vertus.

Au bout de 78 jours de bombardements qui firent des centaines de victimes (Serbes, Albanais, civils, soldats, hommes, femmes et enfants), y compris dans les mois suivants en raison des dégâts écologiques provoqués par la destruction de certains sites industriels polluants, Slobodan Milosevic, le dirigeant yougoslave, céda et retira ses troupes du Kosovo le 20 juin.

Un gouvernorat aux allures de protectorat international avec, à sa tête, Bernard Kouchner, fut établi sur la région, détachée de fait de la mère patrie yougoslave.

Quinze jours plus tard, les Américains bâtissaient une gigantesque base militaire de plusieurs milliers d'hommes («Bondsteel») près de la capitale, Pristina.

Assassinats de prisonniers serbes et de trafic d’organes

Les chefs des organisations militaro-mafieuse albanaises étaient, eux, érigés en héros nationaux malgré les graves accusations de crimes pesant sur eux – notamment une affaire d’assassinats de prisonniers serbes et de trafic d’organes prélevés sur les dits prisonniers, que révéleront en 2008 l’ancienne procureur du Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie Carla Del Ponte dans son autobiographie et, en 2010, le rapporteur d’une commission d’enquête du Conseil de l’Europe, le sénateur suisse Dick Marty.

Celui-ci a mis en cause nommément le premier ministre kosovar, Hashim Thaçi, devenu aujourd’hui président.

En 2008, le Kosovo déclarait unilatéralement son indépendance.

Paris, Berlin et Washington s’empressèrent de le reconnaître, au contraire de Moscou, Pékin et plusieurs pays de l’Union européenne comme l’Espagne ou la Grèce (il en est toujours ainsi aujourd’hui).

Le nouvel État, dirigé par d’anciens chefs de l’UCK, était désormais jugé capable de gouverner seul ses deux millions de citoyens et de garantir leur sécurité, leur bien-être, leur liberté.

Est-ce le cas en 2019? Non.

Peu suspect d’hostilité de principe à l’égard du gouvernement du Kosovo, le département d’État américain vient de publier un rapport édifiant de plusieurs dizaines de pages sur la situation locale. Agressions, cambriolages, dommages sur leurs biens ; entraves à leurs démarches judiciaires ; «discriminations institutionnelles concernant l’emploi, les services sociaux» et même, le croira-t-on? menaçant «la liberté de mouvement, le droit de vivre chez

eux» ; intimidations visant à leur interdire de pratiquer leur foi chrétienne: tel est le quotidien des 100.000 à 120.000 membres de la minorité serbe (5 % de la population) vivant au Kosovo.

Dans certains villages, entourés de barbelés pour protéger leurs habitants d'agressions des Albanais, il n'y a parfois qu'un enfant.

Obligé de grandir seul, sans camarade, sans école.

Tout cela se déroule en pleine Europe, dans un pays qui se situe géographiquement entre la Hongrie et la Grèce.

Comment peut-on tolérer près de nous ce qui relève d'une forme d'apartheid?

Voire, de facto, de l'épuration ethnique: les milliers de réfugiés serbes ayant quitté le Kosovo en 1999 ou en 2004, lors de terribles pogroms (10 morts, 35 églises et 700 maisons brûlées) sont empêchés de revenir dans leurs foyers.

Pire: l'Église orthodoxe et les associations humanitaires qui viennent en aide aux derniers Serbes vivant sur cette terre sainte pour eux (elle est le foyer de naissance au Moyen Âge de l'orthodoxie serbe, ce qui lui vaut le surnom de «Jérusalem serbe») sont régulièrement soumises à des contrôles ou des actes visant à les décourager voire à leur interdire leur activité.

Ainsi en septembre dernier, le président de l'association Solidarité Kosovo, le Français Arnaud Gouillon, a-t-il été interdit de séjour au Kosovo où il œuvre depuis plus de quinze ans.

Un scandale parmi d'autres dans un pays né pour mettre fin à une injustice et à laquelle il en aura substitué une autre.

Avec la bénédiction coupable de l'Occident.

http://.lefigaro.fr/vox/monde/2019/03/24/31002-20190324ARTFIG00061-qui-se-soucie-des-serbes-du-kosovo.php

Note d'Antiislam

Oui, l'Occident est gravement coupable de ce crime

Cette agression contre la Serbie marque le début du bourrage de crâne mondial en faveur de l'islam.

Des intégristes catholiques pro-croates aux Gauchistes fanatiquement pro-musulmans (en ex-Yougoslavie « musulman » était d'ailleurs une nationalité): tous se sont ligués contre les Serbes.

Seuls quelques courageux se sont élevés contre cette manipulation médiatique de très grande ampleur : Elisabeth Lévy, Régis Debray, Jean-Pierre Chevènement, mais aussi de rares gauchistes, par pacifisme, comme Serge Halimi.

Cette terre du Kosovo était chrétienne : elle a été livrée à ce qui a constitué l'islam, depuis toujours, depuis Mahomet, un mélange de crime organisé et de fanatisme intolérant :

Et les « élites » qui nous gouvernent, qui sont complices et héritières de ces crimes, ont la tartuferie de s'indigner, en 2019, d'une tête de cochon devant une mosquée :

http://resistancerepublicaine.com/2019/03/26/mettre-une-tete-de-porc-a-lentree-dun-chantier-de-mosquee-cest-pire-que-de-pisser-dans-un-benitier/